



## PGE : défaillance d'entreprises en perspectives ?

### Description

À la suite de la décision d'un confinement généralisé par le gouvernement en mars 2020 lors de la pandémie, le ministère de l'Économie et des Finances a accordé aux entreprises un PGE (prêt garanti par l'Etat) afin qu'elles puissent survivre, et ce dans la limite de 33% du chiffre d'affaires annuel de 2019 remboursable sur 5 années à partir de 2022. A fin 2021, 145 milliards d'euros de prêts avaient été octroyés à plus de 700.000 entreprises.

Cette solution louable était nécessaire. Toutefois, nous pouvons noter les limites du dispositif qui fragilise les TPE. En sus de devoir rembourser l'URSSAF de 2020 et autres cotisations qui n'ont pas été annulées, combinées à une perte de chiffre d'affaires sur l'exercice 2020, le remboursement sur 60 échéances aggrave la situation financière des entreprises.

Par ailleurs, les dirigeants hésitent à demander un étalement des mensualités car ils craignent d'être mis en défaut de paiement et de voir leur capacité d'emprunt réduite : lors de la demande de rééchelonnement du PGE, l'entreprise entrera dans une période difficile puisqu'elle sera considérée en défaut de paiement comme tout débiteur qui ne peut pas rembourser sa dette. Ce qui signifiera une grande difficulté voire une impossibilité d'accéder à de nouveaux prêts classiques auprès des banques.

En paraphrasant Lénine, *l'Etat a prêté la corde aux entreprises avec laquelle elles vont être pendues.*

Une autre solution qui aurait pu être mise en place était premièrement de déclarer l'état de catastrophe pandémique afin que les assurances prennent en charge la perte de chiffre d'affaires, et deuxièmement de transférer ces montants dans une structure de défaisance à l'image des structures identiques lors de la crise financière de 2008.

Alors que le pays se dirige vers une période de stagflation à l'instar des années 70, les entreprises l'abordent en étant fragilisées. La balle est maintenant dans le camp de l'Etat : soit Bercy trouve des solutions pour améliorer la santé financière des entreprises, soit l'Etat fera face à des défaillances massives au cours des prochains mois.

**Donald Duck**

**Categorie**

## 1. Économie

**date créée**  
septembre 2022